



REALISATION DE DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB

Groupement de commandes
constitué entre la Caf du Nord et les Caf de l'Aisne, des Ardennes, de l'Oise, du
Pas-de-Calais et de la Somme

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur :
Caisse d'Allocations Familiales du Nord
82 rue Brûle Maison 59000 Lille

Accord-cadre de services passé
-selon une procédure adaptée en application des articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à 5, R 2131-12 et 13, R
2131-18 du code de la commande publique

Marché N° : 2025/02

ARTICLE 1 : LES PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2 : L'OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 : LA DECOMPOSITION DU CONTRAT	4
3.1. L'allotissement.....	4
3.2. La forme de l'accord cadre.....	4
ARTICLE 4 : LES GENERALITES.....	4
4.1. Les pièces contractuelles	4
4.2. Le cadre juridique de l'accord cadre	5
4.3. La réparation des dommages.....	5
4.4. Les assurances.....	5
4.5. Les autres obligations	6
4.5.1. Les obligations relatives à la sous-traitance.....	6
4.5.2. La confidentialité et sécurité	6
ARTICLE 5 : LA DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
6.1 Emission des bons de commande	7
6.2 Lieux d'exécution	8
6.3 Délai d'exécution	8
ARTICLE 7 : CONDITIONS DE PRIX.....	8
7.1 Forme des prix	8
7.2 Contenu des prix	8
7.3 Variation des prix : révision.....	9
7.4 Modalités de règlement.....	10
7.4.1. TVA	10
7.4.2. Présentation des demandes de paiement	10
7.4.3. Délais de paiement	11
7.4.4 Intérêts moratoires.....	11
7.4.5. Périodicité des paiements	11
7.5. Avance	11
ARTICLE 8 : LES OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION.....	12
ARTICLE 9 : LES PENALITES	12
ARTICLE 10 – LES PIECES A FOURNIR.....	13
ARTICLE 11 : LA RESILIATION.....	13
ARTICLE 12 : LA MODIFICATION DE L'ACCORD CADRE – CLAUSE DE REEXAMEN	13
ARTICLE 13 : LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	14
ARTICLE 14 : LES LITIGES ET DIFFERENDS	15

Préambule

Dans le cadre de l'optimisation de la gestion du marché de repérage Amiante et Plomb des Caisses d'Allocations Familiales, un groupement de commandes régional est constitué sous le nom de « Groupement de commandes pour la mise à disposition des Caf de l'Aisne, des Ardennes, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme, d'un accord cadre pour la passation de prestations de diagnostics amiante et plomb ».

La Caisse d'Allocations Familiales du Nord a été désignée coordinatrice du groupement.

ARTICLE 1 : LES PARTIES CONTRACTANTES

Le présent accord cadre est passé sous la forme d'un groupement de commandes composé des organismes suivants :

- La Caisse d'Allocations familiales de l'Aisne
- La Caisse d'Allocations familiales des Ardennes
- La Caisse d'Allocations familiales de l'Oise
- La Caisse d'Allocations familiales du Pas-de-Calais
- La Caisse d'Allocations familiales de la Somme
- La Caisse d'Allocations familiales du Nord, **Coordonnatrice du Groupement**

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse d'Allocations Familiales du Nord dénommée ci-après "le pouvoir adjudicateur" ou l'acheteur" et représentée par Mme Audrey MATHON-DEBETENCOURT, Directrice de la Caisse d'Allocations familiales du Nord, en charge du pilotage de l'accord-cadre pour le compte des organismes membres du groupement de commandes.
En tant que coordonnatrice du groupement de commandes, la Caf du Nord conclut cet accord cadre pour le compte de l'ensemble des organismes membres du groupement de commandes qui bénéficient des prestations du présent accord-cadre
- D'autre part, l'entreprise Titulaire du marché désignée dans le présent document par l'expression "le titulaire".
Chaque organisme membre du groupement est représenté par son Directeur

Dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, le comptable assignataire est le Directeur Financier et Comptable de chaque organisme membre du groupement de commandes.

ARTICLE 2 : L'OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Réalisation de diagnostics amiante et plomb

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 3 : LA DECOMPOSITION DU CONTRAT

3.1. L'allotissement

Il s'agit d'un accord cadre alloti en 2 lots :

Lot n°	Intitulé du lot	Code CPV
1- Diagnostics amiante	Réalisation de diagnostics amiante pour les Caf de l'Aisne, des Ardennes, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme	71630000
2- Diagnostics plomb	Réalisation de diagnostics plomb pour les Caf de l'Aisne, des Ardennes, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme	71630000

3.2. La forme de l'accord cadre

Le présent accord-cadre est qualifié d'accord-cadre de services.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire conformément aux articles L 2125-1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 à 14 du code de la commande publique.

Il est lancé sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2123-1, R 2123-1 1°), R2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un maximum de commandes fixé à :

Intitulé du lot	Montant maximum sur toute la durée du marché HT
Lot 1 : Réalisation de diagnostics amiante pour les sites des Caf de l'Aise, des Ardennes, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme	60 000 €
Lot 2 : Réalisation de diagnostics plomb : pour les sites des Caf de l'Aisne, des Ardennes, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme	20 000 €

ARTICLE 4 : LES GENERALITES

4.1. Les pièces contractuelles

Le présent CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG FCS en ce que les dérogations au CCAG FCS ne seront pas listées au dernier article du CCAP. Elles figureront tout au long du CCAP suivant les articles concernés.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci sont classées par ordre de priorité décroissant et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS de la manière suivante :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (Bordereau de Prix Unitaires)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et son annexe :
 - Annexe 1 : Adresses des différents sites par organisme CAF
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et services issu de l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les actes de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le cadre de réponse Amiante
- Le cadre de réponse Plomb
- L'offre technique du titulaire

4.2. Le cadre juridique de l'accord cadre

L'accord-cadre est établi en application du code de la commande publique en vigueur au 1er avril 2019 par application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 concernant les marchés passés par les organismes de sécurité sociale.

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du CCAG-FCS, issu de l'arrêté du 30 mars 2021, ainsi qu'aux différents textes réglementaires en vigueur applicables à ce marché.

4.3. La réparation des dommages

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- À son personnel, aux agents de la Caf du Nord ou à des tiers,
- À ses biens, aux biens appartenant à la Caf du Nord ou à des tiers.

Il ne peut être tenu responsable des conséquences d'instruction données directement à son personnel par la Caf du Nord.

4.4. Les assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG.FCS.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.5. Les autres obligations

4.5.1. Les obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles au cours du marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-3 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre :

- Un acte spécial de sous-traitance (DC4),
- Les preuves apportées par tous moyens de ses capacités professionnelles, techniques et économiques,
- Une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de la situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés),
- Une attestation de vigilance (lutte contre le travail dissimulé). L'attestation de vigilance comporte l'indication que le cotisant est à jour de ses obligations sociales (déclaration et paiement), la masse salariale déclarée et l'effectif de la dernière période déclarée. L'attestation de vigilance doit être fournie une liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail,
- Un certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés,
- Une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité professionnelle.

4.5.2. La confidentialité et sécurité

4.5.2.1. L'obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ses obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts de celui-ci.

4.5.2.2. Le règlement intérieur de chaque CAF

Le prestataire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur les agences, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur. Il est de la responsabilité du titulaire du marché de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché.

Le titulaire du marché peut obtenir la communication de ce règlement sur simple demande.

4.5.2.3. Respect des principes de la République

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public,
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Cette disposition s'applique également pour les co-traitants et les sous-traitants.

ARTICLE 5 : LA DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} juillet 2025.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite trois (3) fois, pour une période d'un (1) an, soit une durée maximale de quatre (4) ans.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur a la faculté de ne pas reconduire le contrat. Il en informe alors le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 90 jours avant la date d'anniversaire du marché. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la décision par courrier recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Emission des bons de commande

Les bons de commande, établis suivant les stipulations contractuelles du présent accord cadre, interviendront au fur et à mesure de la survenance des besoins de la Caf du Nord.

Ces bons de commande comprendront :

- L'intitulé et le numéro de l'accord-cadre,
- Le numéro de lot correspondant,
- Le numéro du bon de commande,
- Le nom du titulaire,
- Les références, intitulés et quantités de chaque prestation commandée,
- Le coût HT,
- La TVA,
- Le coût TTC.

Conformément aux articles R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique, « *les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.* »

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

En revanche, l'exécution des bons de commande émis durant la période de validité de l'accord-cadre pourra valablement être réalisée dans un délai de 3 mois au-delà de cette période afin de garantir leur exécution en bonne et due forme. La non-reconduction de l'Accord-cadre n'a aucune incidence sur l'exécution des bons de commande en cours qui doivent être menés jusqu'au terme du marché dans la limite du délai de 3 mois.

6.2 Lieux d'exécution

Le service doit être exécuté sur l'ensemble des agences et antennes dont la liste est annexée au présent accord-cadre.

6.3 Délai d'exécution

Les délais d'exécution des bons de commande sont définis dans le CCTP et dans le cadre de réponse du titulaire.

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE PRIX

7.1 Forme des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires sur la base du Bordereau de Prix (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont définitifs et révisables.

7.2 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au

stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

7.3 Variation des prix : révision

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix. Ce mois est appelé "mois zéro".

Pour le présent accord-cadre, le mois M0 est le mois précédant la remise des offres comme indiqué dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, le mois M0 est le mois qui précède la remise de l'offre finale par le titulaire.

Les prix sont révisables conformément à l'article R2112-8 du code de la commande publique.

En application de l'article R2112-13 du code de la commande publique et des articles 10 2 2 et 10 2 3 du CCAG-FCS, les prix sont révisables dans les conditions définies ci-dessous :

Les prix sont réputés fermes la première année, puis révisables chaque année à la date anniversaire du démarrage, soit le 1^{er} Juillet 2025.

- Modalités de calcul de la révision :
$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (I_{CHTrev-TS} / I_{CHTrev-TS0})]$$

P = prix révisé

P₀ = prix initial dans l'offre du titulaire au mois M0

Les indices à prendre en compte sont les suivants :

ICTH-Rev-TS= valeur de l'INSEE Identifiant 001565196 – NAF rev. 2 section N – base 100 Décembre 2008 - données mensuelles brutes connues lors du mois précédent la date de reconduction.

ICTH-Rev-TS 0= valeur de l'INSEE Identifiant 001565196 – NAF rev. 2 section N – base 100 Décembre 2008 - données mensuelles brutes connues lors du mois précédent la remise des offres (M0).

Les index de référence sont publiés sur le site de l'INSEE.

Le titulaire annexe à chaque demande de révision du prix une copie des pages des bulletins sur lesquels figurent les indices « valeur du mois de remise des offres » et « valeur du mois de révision ».

7.4 Modalités de règlement

7.4.1. TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

7.4.2. Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché ;
- Les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le montant net HT en euros ;
- Le montant TTC en euros ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées sous forme électronique par voie dématérialisée **sur le portail Chorus Pro** : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire retrouve chaque organisme membre du groupement de commandes sur le portail Chorus Pro grâce à leur numéro SIRET :

Caf du Nord	Caf de l'Aisne	Caf des Ardennes
SIRET : 53417517900074	SIRET : 53415540300015	SIRET : 78025470200092

Caf de l'Oise	Caf du Pas de Calais	Caf de la Somme
SIRET : 53422461300016	SIRET : 53421405100011	SIRET : 77571079100077

Il pourra déposer ou saisir directement ses factures sur le portail.

En cas de difficultés d'accès à ce portail, vous trouverez un tutoriel sur le site : Fiches pratiques – Communauté Chorus Pro (chorus-pro.gouv.fr).

Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

Les factures envoyées par courrier ou par mail ne seront plus acceptées.

7.4.3. Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions des articles R2192-10 à R2192-11 du code de la commande publique.

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros

7.4.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions des articles R2192-10 à R2192-11 code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

7.4.5. Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à terme échu, après exécution du bon de commande.

7.5. Avance

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-7 à R2191-12 du code de la commande publique.

Le versement d'une avance est de droit pour les bons de commande dont le montant initial est supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution s'étend au-delà de deux mois.

Si le montant du bon de commande est inférieur à 50 000 euros HT, l'avance ne sera pas accordée.

Pour les bons de commandes supérieures à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à un montant égal à 5 % du montant TTC du bon de commande. Le taux d'avance passe à 30 % lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Pour les bons de commandes supérieurs à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à un montant égal à 5% de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois. Le taux d'avance passe à 30 % lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance, même en cas d'avance obligatoire. Pour le choix de l'avance, le titulaire devra l'indiquer dans l'acte d'engagement.

L'avance sera versée dans un délai de 30 jours à compter du commencement d'exécution des prestations.

L'avance sera remboursée en une seule fois quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

L'option retenue du CCAG FCS 2021 est l'option A.

ARTICLE 8 : LES OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION

Il est fait application des dispositions du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 : LES PENALITES

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS :

- Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, (à voir auprès du service)
- Il n'est pas fait exonération des pénalités quel que soit le montant HT pour l'ensemble du marché.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

Description de la pénalité	Montant en €
Non-respect du délai d'intervention (cf délais fixés sur le bon de commande)	100 € par jour calendaire de retard
Non-respect des délais de transmission des rapports (cf délais fixés au <i>cadre de réponse amiante et cadre de réponse plomb</i>)	50 € par constat
Non-respect des conditions de remise en état des installations existantes (cf <i>article 2.3.2 du CCTP amiante et 2.1.3 du CCTP plomb</i>)	100 € par constat
Absence aux réunions programmées (cf <i>articles 2.8 du CCTP amiante et 2.3 du CCTP plomb</i>)	150 € par constat

ARTICLE 10 – LES PIECES A FOURNIR

Le titulaire fournit **tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme**, les justificatifs suivants :

1. Une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de la situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
2. Une attestation de vigilance (lutte contre le travail dissimulé). L'attestation de vigilance comporte l'indication que le cotisant est à jour de ses obligations sociales (déclaration et paiement), la masse salariale déclarée et l'effectif de la dernière période déclarée.
L'attestation de vigilance doit être fournie avec le numéro unique d'identification permettant d'accéder aux informations par le biais d'un système électronique, et une liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail ;

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les documents demandés ci-dessus devront être produits pour chacun des membres du groupement.

Le candidat dépose ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de produire les documents, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCAP.

ARTICLE 11 : LA RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions du code de la commande publique et selon les dispositions du CCAG-FCS.

ARTICLE 12 : LA MODIFICATION DE L'ACCORD CADRE – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

Les modifications envisagées doivent intervenir dans le respect des conditions précisées dans la partie réglementaire du code de la commande publique à savoir les articles R. 2194-1 à 9.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de fournitures et services.

Clause de réexamen pour modification de sites. Il est possible en cours de marchés que des sites non prévus soient intégrés dans le périmètre du marché (évolution des patrimoines des Caf). Le titulaire sera dans l'obligation d'intégrer ces sites dans le marché et d'y appliquer les conditions tarifaires appliquées au marché. Cette modification sera formalisée par voie d'avenant.

ARTICLE 13 : LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les Organismes bénéficiaires et le titulaire du marché inscrivent leur action en faveur de la protection de l'environnement pour un achat public écoresponsable.

Les enjeux et levier durables environnementaux portent sur les produits, les matériels et procédés d'intervention.

Ils visent à :

- Limiter la consommation d'énergie,
- Préserver la santé,
- Limiter la consommation de ressources rares en limitant les impacts environnementaux liés aux produits consommables (matière première, fabrication, distribution...),

- Limiter les pollutions dues aux produits et à leurs emballages en s'assurant de la bonne élimination des déchets.

En conséquence, le titulaire doit :

- Proposer autant que faire se peut du matériel peu consommateur d'énergie,
- Proposer autant que faire se peut l'utilisation de machines et de produits non polluants
- Utiliser des produits concentrés
- Mettre à disposition les fiches de sécurité des produits utilisés lors des interventions sur site pour contrôle par les services de la CAF
- S'assurer de l'étiquetage de tout contenant correspondant au contenu
- Informer son personnel des précautions à prendre lors de l'utilisation des produits utilisés et les former à l'utilisation efficace desdits matériels,
- Éviter tout risque d'accident aussi bien pour son personnel que pour les agents et les usagers des organismes,
- Prendre toutes les mesures qui s'imposent afin que son personnel puisse intervenir en toute sécurité,
- Optimiser, autant que faire se peut, les déplacements de son personnel afin d'améliorer leur confort de travail et d'éviter les déplacements superflus.

Le titulaire utilise les méthodes de travail écoresponsables détaillées dans son offre.

Le titulaire devra assurer la traçabilité des déchets évacués lors de l'exécution des prestations et apporter à l'organisme la preuve de leur destination finale vers un centre de traitement réglementé par la fourniture d'un certificat de traçabilité et la remise des bordereaux de suivi des déchets correspondants.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de la présente clause par le titulaire et un suivi sera réalisé dès le début de l'exécution des prestations et jusqu'à son terme.

A la demande de la Caf du Nord, le titulaire fournira, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles, propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

ARTICLE 14 : LES LITIGES ET DIFFERENDS

Le présent marché est soumis au Droit Français.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions du CCAG-FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du marché, du présent CCAP, la juridiction compétente est le Tribunal judiciaire de LILLE.